

Démocratie et république

Posted on 11 décembre 2022 by Patrick Rouillier

Ce sont des mots que l'on a tendance à associer bien qu'il puisse se différencier dans bien de circonstances

La démocratie est de principe : « le gouvernement par le peuple », il s'agit donc d'un principe et non d'une réelle organisation. L'exemple traditionnel en est la démocratie Athénienne mise en avant comme la mère des démocraties. A Athènes tous les citoyens ont le droit de vote. Bel exemple de démocratie, sauf que pour être citoyen à Athènes il fallait être né de parents eux même Athéniens. sont donc exclus du droit de vote ceux dont l'un des parents n'était pas citoyen d'Athènes, les étrangers, les esclaves, ... et toutes les femmes. Il s'agit donc d'une démocratie très restrictive, qui avec le temps concentre le pouvoir dans les mains des grandes familles locales et qui à mon sens représente plus une oligarchie qu'une démocratie. De plus Athènes est organisée en république, c'est à dire que les volontés du peuple sont exercées par des représentants élus (le sénat) ce qui accroît la concentration des pouvoirs

Rome, comme Athènes est une république oligarchiques dans laquelle tous les citoyens selon leur classe n'ont pas les mêmes droits.

On voit donc que démocratie et républiques sont des mots assez vagues pour représenter bien des régimes différents.

Prenons quelques exemples :

1. Le régime Nazi. Le parti Nazi, dont les opinions étaient bien connues des électeurs Allemands, a été porté au pouvoir en 1933 suite à des élections libres (2 élections successives), son principal leader Adolf Hitler est devenu Chancelier dans des conditions parfaitement légales selon les règles de la démocratie républicaine. si le régime a dérivé dans son comportement ignoble et sanguinaire c'est toujours avec l'assentiment de la majorité du peuple Allemand. Le régime était légitimement démocratique. Ce n'est que dans les années 44/45 que suite à la débâcle que le peuple a abandonné son leader et que le régime s'est transformé en dictature.
2. Le régime soviétique. Le régime s'est installé dans le chaos après une révolution et suite à de nombreuses péripéties et ignominies. Staline s'est installé au pouvoir, sa légitimité venant de l'engouement populaire (sans doute plus pour le parti que pour sa personne). Le peuple, sans doute ignorant de ce qui se passait réellement, a cautionné Staline puis la succession de dirigeant

de l'union soviétique. On peut parler de démocratie quand la population dans sa majorité soutient contre vents et marées son dirigeant

Ces deux exemples pour montrer comment le concept de démocratie peut s'appliquer à de véritables dictatures pour peu que la population, dans son aveuglement, soutienne le régime en place.

Passons maintenant à la république. Il s'agit d'une démocratie représentative où les volontés du peuple sont portées par des représentants élus. Ces représentants peuvent avoir deux types de mandats

1. Le mandat impératif : Ce mandat est une délégation faite à un élu pour porter au parlement des actions prédéfinies, dans des conditions prédéfinies auxquelles l'élu ne peut déroger. L'élu représente ses électeurs et seulement eux et il n'est responsable que devant eux. Les élus peuvent être révoqués par leurs électeurs. C'est la vision d'une démocratie directe prônée par Jean-Jacques Rousseau. La constitution Française rejette formellement le mandat impératif.
2. Le mandat représentatif : Bien qu'élu par les électeurs d'une circonscription l'élu est un représentant de la nation toute entière. Il n'est pas tenu à respecter les volontés de ses électeurs et ne peut être révoqué. Le parlement est une représentation statistique des désirs des citoyens. La plupart des républiques, y compris la France ont adopté le mandat représentatif.

Lorsqu'un député Français prétend visiter « sa circonscription » pour y gérer les problèmes locaux de ses électeurs il commet une grave entrave à la constitution car il s'arroge une part de mandat impératif. Un député n'a pas de circonscription (il représente la nation) et de telles démarches sont purement à visées électorales. Elles devraient être interdites car elles empiètent sur le pouvoir des régions, départements, et communes et de ce fait les affaiblissent.

Les républiques sont loin d'être toutes des démocraties. La république populaire de Chine est tenue de main ferme par une oligarchie qui n'a que peu de respect pour la démocratie. La fédération de Russie constituée d'un ensemble de républiques, sous la ferme direction de Vladimir Poutine a bien une organisation républicaine mais ignore totalement la démocratie. L'ex URSS (réunion des républiques soviétiques socialistes) était en dépit de sa structure républicaine une des pires dictatures du 20^{ème} siècle.

La démocratie directe : C'est le miroir aux alouettes qu'agitent les populistes devant les yeux naïfs des citoyens. Avec la démocratie directe chaque citoyen peut être entendu et faire valoir son point de vue. Ceci suppose que l'on puisse organiser, à tout bout de champ, des consultations référendaires et que l'on sache

en dégager des majorités claires et acceptées par les minorités. Le choix fait par la majorité est légitime, mais est-il le meilleur choix ? Il s'agit, malheureusement de l'utopie anarchiste et dans le chaos se développent des groupes de pression qui s'affrontent. Quand l'un l'emporte il s'installe au pouvoir et impose son point de vue à tous. De la libre démocratie on vire très vite à une dictature oligarchique.

Conclusion

Si le concept de république est un système d'organisation dans un pays, la démocratie est un état d'esprit qui suppose tolérance, respect de l'autre, solidarité. La république n'a aucun sens si la population n'a pas une réelle appétence pour la démocratie, elle n'est qu'une coquille vide pour une oligarchie sans scrupule. L'erreur des Américains en Afghanistan, ou en Irak est d'avoir cru que la démocratie pouvait s'installer indépendamment de la culture locale. La démocratie ne se décrète pas elle s'acquière petit à petit en prenant conscience que la mutualisation des risques, la solidarité est un facteur nécessaire dans la sécurité. Mais attention, quand chacun s'estime protégé et couvert par divers mécanismes (chômage, vieillesse, sante, assurances voiture, vie privée, vol, incendie, ...) vient l'idée absurde du « finalement je m'en sort bien tout seul et je n'ai guère besoin des autres ». La notion de solidarité s'effrite, l'autre devient plus une gêne qu'un atout. Alors la démocratie est en danger puisque ses valeurs fondamentales reculent. C'est ce que nous vivons dans nos société modernes surprotégées